

Nouvelles perspectives en sciences sociales



The Civic Foundations of Fascism in Europe. Italy, Spain and Romania, 1870-1945, Dylan Riley, New York et Londres, Verso, 2019, 258 p.

Felix Fuchs and Emanuel Guay

Volume 16, Number 1, November 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1075861ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1075861ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (print)

1918-7475 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fuchs, F. & Guay, E. (2020). Review of [*The Civic Foundations of Fascism in Europe. Italy, Spain and Romania, 1870-1945*, Dylan Riley, New York et Londres, Verso, 2019, 258 p.] *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), 249–253.
<https://doi.org/10.7202/1075861ar>

Tous droits réservés © Prise de parole, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Comptes-rendus de lecture

The Civic Foundations of Fascism in Europe. Italy, Spain, and Romania, 1870-1945

Dylan Riley, New York et Londres, Verso, 2019, 258 p.

PAR FELIX FUCHS ET EMANUEL GUAY

Université McGill, Montréal,
et Université du Québec, Canada

Cette deuxième édition de l'étude ambitieuse de Dylan Riley sur les rapports entre le développement de la société civile et les régimes fascistes d'entre-deux-guerres combine la force de l'analyse initiale avec une nouvelle introduction qui vise à montrer la pertinence de cette analyse pour mieux comprendre le monde contemporain. Notre recension se concentre à la fois sur la théorisation du fascisme proposée par Riley et sur son interprétation des dynamiques politiques actuelles. Nous nous penchons en conclusion sur ce qui nous apparaît comme la principale limite analytique et politique de l'ouvrage.

La thèse centrale de Riley est que le développement de la vie associative et de la société civile favorise l'émergence ou le maintien de régimes démocratiques libéraux seulement dans certaines conditions. Riley s'oppose ainsi à des théories inspirées des travaux d'Alexis de Tocqueville et de Hannah Arendt qui soutiennent que les associations civiques sont nos meilleurs

remparts contre l'autoritarisme. Le sociologue affirme plutôt qu'une augmentation du nombre d'associations volontaires et l'établissement d'organisations politiques de masse peut favoriser le fascisme. Riley défend en outre l'idée que le fascisme devrait être compris comme une forme antilibérale et autoritaire de démocratie (p. 2). Il propose une typologie des régimes fascistes basée sur trois études de cas, soit l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco et la Roumanie Caroliste. Ces régimes correspondent respectivement au fascisme de parti, au sein duquel le parti politique constitue une institution pédagogique nationale et un véhicule de transformation sociale du fascisme traditionaliste qui place la famille, la monarchie et l'Église au cœur de son projet de société, et du fascisme étatique, qui cherche à « produire » une nation par l'entremise de l'État. Ces trois régimes sont associés à des trajectoires distinctes de développement de la société civile, soit un développement autonome, un développement dominé par les élites et un développement mené par l'État (p. 20).

En s'appuyant sur ce cadre théorique, Riley indique dans la nouvelle introduction que nous devons éviter les comparaisons précipitées entre les mouvements fascistes d'entre-deux-guerres et la montée contemporaine de l'autoritarisme de droite, particulièrement aux États-Unis et en Europe. Si les mouvements fascistes du XX^e siècle ont émergé dans une conjoncture politique caractérisée par une société civile hautement mobilisée et des conflits intenses entre les classes et à l'intérieur des classes, à l'échelle tant nationale qu'internationale, la montée actuelle des droites a plutôt pris forme « dans un contexte marqué par une société civile fragmentée et dépolitisée — le résultat du long déclin historique du projet socialiste — et par des relations essentiellement pacifiques entre les pays au centre de l'économie capitaliste mondiale » (p. xxiii, toutes les traductions des extraits du livre sont de nous).

Tout en reconnaissant les spécificités historiques et nationales propres à chaque cas empirique, nous voyons un intérêt à utiliser le cadre théorique proposé par Riley pour étudier des mouvements autoritaires de droite contemporains dans le Sud de

manière générale. En Inde, par exemple, la montée actuelle de l'Hindutva (le nationalisme hindou) repose en bonne partie sur un vaste réseau d'associations civiques, collectivement connu sous le nom de Sangh Parivar, qui exerce une influence décisive dans les institutions publiques, la production culturelle et la société indienne plus largement. Le Sangh Parivar est directement lié à une organisation paramilitaire de droite nommée le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et comporte en son sein différentes associations religieuses, étudiantes et ouvrières, ainsi que l'aile politique du RSS, le Bharatiya Janata Party (BJP), qui dispose actuellement d'une majorité parlementaire dans la chambre basse indienne.

L'Inde semble être tombée, à plusieurs égards, sous l'emprise d'un nouveau type de fascisme. Ce dernier combine plusieurs des éléments de la typologie de Riley et pourrait être désigné comme un « fascisme associatif », soit un réseau étendu d'associations civiques qui domine la politique électorale, qui repose sur un amalgame entre l'hindouisme et l'Hindutva, qui participe à différentes formes de violence de rue et qui s'empare d'institutions publiques sans chercher à renverser formellement la démocratie parlementaire. La force de cette coalition nationaliste hindoue doit être interprétée à partir des spécificités de l'histoire indienne, incluant la montée des violences intercommunautaires depuis les années 1980 et les décisions prises durant et après l'indépendance de l'Inde par les leaders politiques gravitant autour du Congrès national indien et de la dynastie Nehru-Gandhi¹.

La deuxième édition de l'ouvrage de Riley offre à la fois une étude novatrice du fascisme d'entre-deux-guerres et un commentaire tranchant sur la situation internationale contemporaine. Toutefois, un aspect central de l'analyse de Riley nous semble poser un problème sérieux, d'un point de vue à la fois analytique et politique, soit sa définition minimaliste de la démocratie comme principe de légitimité utilisé par un régime ou une

¹ Emanuel Guay et Efe Peker, « Nationalisme religieux, violences intercommunautaires et politique identitaire : une analyse du populisme indien », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, 2020, p. 117-122.

formation politique, ce qui le mène à concevoir le fascisme comme une forme antilibérale de démocratie plutôt qu'un mouvement antidémocratique. Comme il l'avance lui-même dans la conclusion de l'ouvrage :

« La démocratie, contrairement au libéralisme, est un principe de légitimité ou une formule politique, plutôt qu'un ensemble d'institutions. Un régime est démocratique dans la mesure où son règne repose sur une prétention à représenter les intérêts du peuple, plutôt que les intérêts d'une divinité ou de son représentant terrestre, par exemple. *Les mouvements fascistes étaient généralement démocratiques à cet égard, et leurs attaques contre le libéralisme émanaient de leur caractère démocratique* » (p. 207, soulignée dans la citation originale).

Si nous optons pour une définition moins restreinte de la démocratie, en la concevant comme un processus d'égalisation sur les fronts politique² et social³, les mouvements et les régimes fascistes apparaissent rapidement comme l'une des principales forces antidémocratiques en Europe au XX^e siècle, puisqu'ils ont écrasé violemment les organisations qui luttaient pour l'expansion la plus ambitieuse des droits politiques et sociaux durant les années 1920 et 1930. Une telle perspective permet également d'appréhender les luttes et les stratégies de résistance des Dalits⁴ et des Adivasis⁵ comme des composantes essentielles du processus de démocratisation du sous-continent indien.

Prôner une définition plus exigeante de la démocratie, qui lie directement cette dernière aux questions d'égalité et de justice sociale, nous apparaît non seulement comme une approche plus pertinente pour analyser les mouvements fascistes d'entre-deux-guerres, mais aussi comme une stratégie plus convaincante pour

² Kenneth A. Bollen, « Political Democracy: Conceptual and Measurement Traps », *Studies in Comparative International Development*, vol. 25, n° 1, 1990, p. 7-24.

³ Evelyne Huber, Dietrich Rueschemeyer et John D. Stephens, « The Paradoxes of Contemporary Democracy: Formal, Participatory, and Social Dimensions », *Comparative Politics*, vol. 29, n° 3, 1997, p. 323-342.

⁴ Felix Fuchs, « Writing Resistance: The Rhetorical Imagination of Hindi Dalit Literature, Laura R. Brueck, New York (NY), Columbia University Press, 2014 », *Harf: A Journal of South Asian Studies*, vol. 3, 2018, p. 183-186.

⁵ Alpa Shah, *Nightmarch: Among India's Revolutionary Guerrillas*, Chicago, University of Chicago Press, 2019.

affronter la montée contemporaine des mouvements autoritaires de droite à travers le monde. Ultimement, ce qui nous semble le plus utile dans l'étude de Riley n'est pas nécessairement son interprétation du fascisme comme une forme de démocratie autoritaire, mais plutôt la distinction que son ouvrage nous permet d'établir entre les institutions hégémoniques de la démocratie libérale et la démocratie comme un processus d'égalisation du pouvoir politique, économique et social. L'affrontement entre différentes définitions de la démocratie risque, dans tous les cas, d'occuper une place importante dans les débats intellectuels et les conflits sociaux et politiques à venir.